

Les subsides

de plus par dollar pour visiter les États-Unis. Cette situation s'explique, entre autres, de deux façons: les Canadiens n'ont pas les moyens de voyager chez eux et ils ne sont pas au fait des innombrables destinations de voyage au Canada. Et c'est la faute du gouvernement fédéral. Il a augmenté les taxes et les prix au point que les Canadiens n'ont plus les moyens de voyager au Canada et il a réduit les crédits affectés à la publicité au fil des ans. Le nombre de Canadiens qui visitent les États-Unis en automobile a augmenté de 20.7 p. 100 par rapport à 1982. Les déplacements en autobus se sont accrues de 3.4 p. 100 et ceux par d'autres moyens de transport, de 13.7 p. 100. La raison en est le coût modique de l'essence, du logement, de la nourriture et de l'alcool aux États-Unis par rapport au Canada. Tous ces facteurs entrent en ligne de compte lorsque les gens font leurs projets de vacances.

Lorsqu'on est en vacances, la première chose à faire, c'est le plein d'essence. Si elle est moins chère aux États-Unis, pourquoi ne pas visiter ce pays? La deuxième chose à faire, c'est de choisir un logement. Monsieur le Président, si vous avez voyagé aux États-Unis et dans certaines régions du Canada, vous devez savoir que le logement est légèrement moins cher aux États-Unis que chez nous. Un autre élément non moins important est le prix des restaurants. Au Canada, les repas coûtent la plupart du temps plus cher qu'aux États-Unis. Le fardeau de la taxe fédérale en augmente nettement le coût et supprime le plaisir de dîner dehors. Les sorties coûtent beaucoup plus cher au Canada parce le gouvernement fédéral a augmenté le prix des boissons alcoolisées.

Par le biais de la taxe fédérale sur l'essence et l'augmentation du prix des boissons alcoolisées, des aliments et de la production des aliments, le gouvernement a accru les frais généraux des entreprises de tourisme, à tel point que l'exploitant doit demander un prix si élevé pour rentrer dans ses frais qu'il n'est plus concurrentiel. Tous les gouvernements doivent se rendre compte que le tourisme n'est pas un puits sans fond rempli d'argent dans lequel les gouvernements peuvent puiser à leur guise. Les gouvernements doivent se rendre compte qu'à force d'augmenter les impôts et les taxes sur le tourisme, ils ont tellement puisé dans ce puits qu'ils l'ont mis complètement à sec.

Les gouvernements ont extorqué des milliards de dollars de revenus à ce secteur. En 1982, monsieur le Président, les recettes provenant du tourisme s'élevaient à 16.5 milliards de dollars au Canada. Les gouvernements en ont extorqué 8 milliards sous forme de taxes et d'impôts. Près de 50 p. 100 des recettes provenant du tourisme sont allées directement dans les coffres des gouvernements. Ce secteur ne peut tout simplement pas supporter cette saignée due à une imposition excessive. Depuis beaucoup trop longtemps, les gouvernements considèrent le tourisme comme une source de revenu. Chaque fois qu'ils ont besoin d'argent pour leurs programmes, ils imposent en conséquence de nouvelles taxes au tourisme.

Nous devons permettre à ce secteur de conserver une plus grande partie de ses revenus, parce qu'il a besoin d'argent pour se revitaliser, pour améliorer ses installations et offrir un produit toujours meilleur. Dans notre société actuelle, les consommateurs s'attendent à des normes toujours plus élevées et à un service toujours meilleur. Il est temps que les gouvernements prennent des mesures pour redresser les torts qu'ils ont causés

au tourisme. C'est le manque de compréhension des gouvernements et de coordination entre les ministères qui a mis le tourisme dans la situation où il se trouve aujourd'hui. Le gouvernement prend souvent des décisions sans tenir compte de leur incidence sur l'industrie touristique. Les exemples ne manquent malheureusement pas.

Je voudrais traiter de la façon dont les gouvernements peuvent aider l'industrie et du manque manifeste de coordination entre les ministères fédéraux qui a eu un effet néfaste sur l'industrie ces dernières années. Avant tout, monsieur le Président, je dois vous convaincre de l'importance de l'industrie pour le Canada et examiner les problèmes imputables au manque de coordination entre les ministères fédéraux. Je m'en tiens ici exclusivement aux ministères du gouvernement fédéral.

Nous avons tous entendu un bel exemple de cela ce matin, à savoir la décision du gouvernement de supprimer le service-voyageurs de VIA Rail entre Vancouver et Jasper. Pour m'être entretenu avec des agents de voyages organisés en Colombie-Britannique, je sais que nous avons perdu des millions de dollars de tourisme japonais à cause de cette simple décision du ministère des Transports de supprimer le service VIA Rail sans se soucier le moindrement de l'effet que cela aurait sur le tourisme. Nous avons perdu quarante millions de dollars en tourisme japonais seulement. Nous avons perdu dix millions de dollars dans la petite localité de Jasper, en Alberta. Il est tout simplement inadmissible qu'un ministère prenne des décisions tout à fait contraires aux intérêts de l'industrie touristique.

Je vais vous donner un autre exemple, monsieur le Président. Avant 1982, l'Île-du-Prince-Édouard tentait de se faire une réputation mondiale pour la pêche au thon rouge géant. Nous étions sur le point d'être reconnus comme le centre mondial de ce type de pêche. Des pêcheurs attrapaient des thons pesant jusqu'à 1500 livres. Sauf erreur, les quotas dans le golfe étaient fixés à 673 prises. Cependant, il n'y avait pas de quotas de fixés pour la pêche amateur. Mais du moment que les pêcheurs professionnels avaient attrapé le 673^e poisson, la pêche était interrompue. Autrement dit, au moment même où un sportif venu, disons, d'Afrique du Sud débarquait de l'avion à Charlottetown, la saison de la pêche au thon venait de prendre fin.

Pouvez-vous imaginer monsieur le Président, quel effet cela pouvait avoir auprès des centaines et des milliers de personnes que nous voulions inciter à venir pêcher le thon à l'Île-du-Prince-Édouard? Pouvez-vous imaginer ce que ce pêcheur a raconté à ses amis, quand, après avoir dépensé des milliers de dollars, il s'est présenté dans l'île pour pêcher le thon au moment même où la saison prenait fin? Le ministère des Pêches interrompait la saison sans crier gare. C'en était fait d'un secteur du tourisme dans l'Île-du-Prince-Édouard.

Je vais vous donner un autre bel exemple de la façon dont un ministère fédéral peut nuire à un autre secteur d'activités. En 1975, CN Marine a décidé de majorer ses tarifs pour les véhicules de promenades. Désormais, les tarifs allaient être de 44c. le pied. Si l'on considère que le tarif est de 14c. pour un véhicule commercial, c'est sûrement une façon d'étouffer l'industrie du tourisme. Si bien que 25 p. 100 des terrains de camping dans l'île qui étaient en activité en 1975, ont dû abandonner les affaires. Personne n'est prêt à payer pour un véhicule de promenade trois fois le tarif d'un véhicule commercial. Certains en feraient même une question de principe.